

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre
Cinquième cycle de présentation de rapports, législature 2014-2015

Rapport de NIGER à titre de pays Partie touché



Avril 2014

Sommaire

I. Indicateurs de résultats

- A. Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation
 - Indicateur CONS-0-1
 - Indicateur CONS-0-3
 - Indicateur CONS-0-4
- B. Objectif opérationnel 2 : Cadre politique
 - Indicateur CONS-0-5
 - Indicateur CONS-0-7
- C. Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances
 - Indicateur CONS-0-8
 - Indicateur CONS-0-10
- D. Objectif opérationnel 4 : Renforcement des capacités
 - Indicateur CONS-0-13
- E. Objectif opérationnel 5 : Financement et transfert de technologies
 - Indicateur CONS-0-14
 - Indicateur CONS-0-16
 - Indicateur CONS-0-18

II. Flux financiers

Annexe financière type

III. Informations complémentaires

IV. Soumission

CONS-O-1

Nombre et importance des activités d'information organisées sur le thème de la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) et/ou des synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité, et public atteint par les médias abordant la question de la DDTS et des synergies DDTS

Objectif général

Pourcentage de la population informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

30 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

64,7

2011

2013

2015

2017

2019

Objectif national volontaire

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

%

Année

100

2018

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Activités d'information

Année	Nombre d'activités	Estimation du nombre total de participants
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	44	500
2013	38	300
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Produits médias et programmes de radio/télévision concernant ces événements

Année	Nombre	Estimation du public touché
2012	529	11000000
2013	464	11000000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources d'information

Office National d'Édition et de Presse ; Radio Anfani ; Sarraounia ; Enquêteur ; Événement ; la Griffes ;

Roue de l'histoire ; Voix du Sahel ; Labari ; R&M ; Horizon FM ; Radio Bonférey ; Radio Ténéré.

Dounia TV ; TV Canal 3 ; Télé Sahel ; Tal TV ; TV Ténéré.

Secrétariat Exécutif du CNEDD, Département Développement rural du Cabinet du Premier Ministre

Cabinet de la Présidence

Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable

www.cnedd.ne ;

www.gouv.ne

Programme d'Action Communautaire pour la Résilience Climatique.

Projet Mise en oeuvre des interventions Prioritaires du Programme d'Action National d'Adaptation
--

Programme d'Action Communautaire phase 2 ;
--

ONG Guri Vie Meilleure,

Évaluation qualitative

Votre pays dispose-t-il d'une stratégie nationale de communication consacrée à la DDTS et/ou aux synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (p. ex. concernant la mise en œuvre de la Stratégie globale de communication, les activités relatives à la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification, etc.) :

<p>Dans le cadre de la mise en œuvre globale de la stratégie de communication, des actions d'information ont été menées autour des activités relatives à la Décennie des Nations Unies pour les Déserts et la lutte contre la Désertification par les projets et programmes, les institutions étatiques et les médias cités plus haut. Il s'agit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la participation forte des utilisateurs des sols dans les prises de décision les concernant, ce qui cadre avec une des actions de la Décennie à savoir « Implication des utilisateurs des sols dans les processus décisionnels et dans la recherche de solutions ». - la valorisation des savoirs autochtones qui répond à l'action de la Décennie notamment « La connaissance scientifique et les savoirs locaux doivent être pour les uns et les autres pris en considération » - l'élaboration et la mise en œuvre des outils de communication par un système de communication dynamique de manière à toucher les acteurs : cette activité est en synergie avec celle de la Décennie "Dispositifs de préparation et de gestion des risques" sous forme d'actions et de conseil - la mobilisation publique - l'accroissement de la participation du public, sa perception par des procédés communicationnels qui cadre également avec l'action de la Décennie des Nations Unies pour les Déserts et la lutte contre la Désertification « Développer les moyens de subsistance alternatifs » par usage des moyens de communication tels que la télévision, la radio, l'internet, et autres.
--

CONS-O-3

Nombre d'organisations de la société civile (OSC) et d'institutions scientifiques et technologiques (IST) participant aux processus liés à la Convention

Objectif général

Une croissance régulière de la participation des OSC et IST aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'OSC et d'IST impliqués dans des programmes/projets liés à la DDTS

Année	Nombre d'organisations de la société civile	Nombre d'institutions scientifiques et technologiques
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	103	12
2013	265	12
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations : nom des CSO et des IST

ONG Contibution au Développement Rural (CDR) ;
Alliance Niger Nature (AN) ;
Comité National de Coordination des ONG et Associations en lutte contre la Désertificati (CNCOD)
SOS Sahel International ;
Federation Leo Lagrange
Femme -Jeunesse-Environnement -Sante (FEMJES)
Association des Scouts de l'Environnement (ANSEN)
Aménagement des Terroirs et Productions Forestières (ATPF)
Jeunesse, Environnement Democratie Developpement (JEDD)
ONG Genre et Développement Rural (GDR)
Réseau Environnement et Développement Durable (REDD)
ONG Groupement d'Aide au Mouvement Associatif (GAMA)
Réseau Développement Environnement Formation et Insertion Sociale (SAHEL DEFIS)
ONG YANAYI , Cellule Crise Alimentaire
Cartas - Développement (CADEV)
Co-Gestion des Zones Humides (COGEZOH)
ABC ECOLOGIE
ONG KARKARA
Institut National de Recherches Agronomiques du Niger (INRAN)
Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (MPAT/D
Faculté de Sciences, Faculté d'Agronomie à l'Université Abdou Moumouni
Centre Régional Agro - Hydrologique et Météorologique (Agrhymet)
Institut International de Recherche sur les Cultures des Zones Tropicales et Semi Arides (ICRISAT)
Centre National de Surveillance Ecologique et Environnemental (CNSEE)
Centre Africain pour les Applications de la Meteorologie au Developpement (ACMAD)

Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation

Objectif national
volontaire

Augmentation en pourcentage du nombre d'OSC et d'IST participant au processus de la Convention au niveau national, par exercice biennal

%

100

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives afin d'augmenter la participation des OSC et des IST aux projets et programmes liés à la DDTS ?

Oui Non

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour promouvoir la participation des OSC et des IST aux processus liés à la Convention.

Toutes les institutions étatiques, les projets et programmes ont des actions de renforcement des capacités des OSC dans les planifications annuelles ou trimestrielles plus particulièrement des activités d'information, de sensibilisation, de formation. Ces activités sont généralement exécutées par les OSC et la partie recherche confiée aux institutions de recherche et de formation. D'autres part ces OSC et IST recherchent leur propre financement auprès des partenaires pour mettre en oeuvre des activités contribuant à la mise en oeuvre de la Convention. Les réseaux ou collectifs des OSC ainsi que les IST sont membres des Commissions Techniques des différents Programmes Prioritaires du Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable.

CONS-O-4

Nombre et type d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les organisations de la société civile (OSC) et les institutions scientifiques et technologiques (IST) dans le domaine de l'éducation

Objectif général

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation

Année	Nombre d'initiatives des OSC	Nombre d'initiatives des IST
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	107	12
2013	273	12
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations

Association des Scouts de l'Environnement (ANSEN)
Cellule de Generalisation et de Perennisation de l'Education Environnementale,
Coalition pour la Protection du Patrimoine Genetique Africain,
ONG Jeunesse, Environnement, Democratie et Développement,
ONG Contribution à l'Education Base
Ministère des Enseignements Secondaire (MES)
Université Abdou Moumouni (UAM)
Ecole Instrument de Paix (EIP Niger)
Réseau Sahel Defis Niger

Objectif national volontaire

Augmentation en pourcentage du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place dans le domaine de l'éducation par les OSC et les IST, par exercice biennal

%

100

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives visant à augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en œuvre par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation ?

Oui Non

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation.

Cours théoriques et pratiques sur la protection de l'Environnement ; Recyclage des sachets plastics ; Promotion du Gaz Butane dans le but de lutter contre la pauvreté et la désertification. Célébration des Journées Mondiales de Lutte contre la désertification, de l'Environnement et la diversité biologique par les OSC. Les foires, les journées porte ouverte et les expositions produits agro-sylvo-pastoraux et les semences améliorées, etc.

CONS-0-5

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales ayant finalisé la formulation/ révision des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux (PAN/PASR/PAR) alignés sur la Stratégie, en prenant en compte les informations biophysiques et socio-économiques, la planification et les politiques nationales, et les cadres d'investissement intégrés

Objectif général

Pourcentage de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales qui ont formulé/révisé un PAN/PASR/PAR aligné sur la Stratégie

≥ 80 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays a-t-il adopté un PAN aligné sur la Stratégie ?

Oui Non

Évaluation qualitative

Votre PAN est-il mis en œuvre ?

Oui Non

Veillez répondre aux deux questions suivantes uniquement si votre pays n'a pas aligné le PAN sur la Stratégie

Objectif national volontaire

Quand prévoyez-vous d'aligner votre PAN sur la Stratégie ?

2014-2015



2016-2017



2018-2019



No Plan Yet



Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Fournissez le cas échéant toute information supplémentaire (par ex. circonstances nationales affectant le processus d'alignement et de mise en œuvre du PAN).

La version provisoire du PAN aligné est disponible depuis juin 2014 grâce à l'appui financier du PNUE/FEM. Mais comme les préoccupations des huit (8) Régionaux du Niger doivent être prises en compte dans la version provisoire du PAN/LCD-GRN, des ateliers régionaux seront organisés. Malheureusement l'appui du PNUE/FEM ne permet pas de tenir ni ces ateliers, ni le Forum national de validation du PAN/LCD-GRN. Cependant, le Niger a signé un Accord de Coopération entre le Mécanisme Mondial de La CNULCD et le Gouvernement à travers le Secrétariat Exécutif du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable dans le cadre du Projet "Prise en compte des financements dédiés au changement climatique dans les stratégies d'investissement en matière de gestion durable des terres (GDT) au Niger" A cet effet, un Memorandum Of Understanding (MoU) a été élaboré dans le cadre du "Agreed work plan between ES/NECSD and UNCCD" pour tenir les ateliers régionaux afin de prendre en compte les préoccupations des régions dans l'alignement du PAN/LCD-GRN. Auparavant, un atelier de la Commission Technique PAN/LCD-GRN est prévu se tenir en Juillet 2014. Le forum National de validation du PAN/LCD-GRN aligné à la stratégie décennale de la CNULCD est aussi prévu se tenir au plus tard en septembre 2014 avec l'appui financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Sources des informations

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD)

Ministère de l'hydraulique et de l'Assainissement

Ministere de l'Environnement de la Salubrite Urbaine et du Developpement Durable

Ministere de l'Agriculture

Ministère des Transports

projets de développement

ONG/Associations de Développement

secteur privé

CONS-O-7

Nombre d'initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, ou nombre de mécanismes de mise en œuvre conjointe, à tous les niveaux

Objectif général

Chaque pays Partie touché a mis en place soit un plan national conjoint, soit un ou des mécanismes fonctionnels pour assurer les synergies entre les trois conventions de Rio

2014

Contribution nationale à l'objectif général

Des initiatives conjointes de planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio ont-elles été mises en œuvre par votre pays au cours de la période considérée ?

Oui Oui, mais uniquement pour deux des conventions de Rio Non

Existait-il des mécanismes opérationnels qui ont facilité la mise en œuvre conjointe des trois Conventions de Rio au cours de la période de référence ?

Oui Oui, mais uniquement pour deux des conventions de Rio Non

Veuillez répondre aux questions suivantes si votre pays a mis en place un tel mécanisme ou initiative

Évaluation qualitative

Si votre pays a mis en place des initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, précisez le type d'initiative(s) conjointe(s):

Évaluation des plans nationaux et identification des écarts de synergies Identification des secteurs et politiques nationaux susceptibles de bénéficier des synergies et de la coopération Révision des politiques nationales visant à renforcer la coopération et les synergies Renforcement des capacités institutionnelles et scientifiques et de la sensibilisation des parties prenantes concernées Autre

Évaluation qualitative

Si votre pays dispose de mécanismes de mise en œuvre conjointe, précisez le type de mécanisme(s)

Réunions périodiques entre les correspondants et les équipes de correspondants des conventions de Rio Un comité national de coordination pour la mise en œuvre des conventions de Rio Coordination au niveau national des synergies en matière d'établissement de rapports au titre des conventions de Rio Autre

Fournissez le cas échéant toute information supplémentaire

--

Ministère de l'Environnement de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (MESU/DD)
--

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD)

Ministère de l'Agriculture

Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (MPAT/DC)
--

Sources des informations

CONS-0-8

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales ayant mis en place et appuyé un système national/sous-régional/régional de suivi de la DDTS

Objectif général

Pourcentage des pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant mis en place et soutenu des systèmes de suivi national de la DDTS

≥ 60 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Existe-il dans votre pays un système de suivi entièrement dédié à la DDTS ?

Oui Non

Dans l'affirmative, le système de suivi est-il actualisé régulièrement et fonctionnel ?

Oui Non

Veillez répondre aux questions suivantes si votre pays n'a pas mis en place et appuyé des systèmes de suivi nationaux pour la DDTS avant la fin de la période de référence actuelle

Objectif national volontaire

Quand votre pays prévoit-il de mettre en place et d'appuyer un système national de suivi de la DDTS ?

2014-2015

2016-2017

2018-2019

No Plan Yet

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Sources des informations

Centre National de Surveillance Ecologique et Environnemental (CNSEE)

Centre Régional Agro - Hydrologique et Météorologique (Agrhymet)

Autorité du Bassin du Niger (ABN)

Haut Commissariat à l'Initiative 3 N "les Nigériens Nourrissent les Nigériens" (HC3N)

Évaluation qualitative

Votre pays possède-t-il un système de suivi partiellement dédié à la DDTS ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. difficultés majeures rencontrées, manière dont le système est appuyé, etc.) :

difficultes majeures : collecte des donnees, fonctionnement de la base de donnees, synergie avec les autres systemes d'informations

Systèmes de partage des connaissances

Dressez la liste de tout système pertinent de partage des connaissances sur la DDTS dans votre pays, en fournissant un lien Internet et une estimation du nombre annuel d'utilisateurs (ajoutez autant de lignes que nécessaire).

Nom du système :

Centre National de Surveillance Ecologique et Environnem

Internet link:

www.gdtniger.ne

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Nom du système :

Conseil National de l'Environnement pour un Développement

Internet link:

http://www.cnedd.ne/

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances

Nom du système :	Dispositif National de Prévention et de Gestion des catastrophes
Internet link:	www.dnpgcca.ne
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	
Nom du système :	Système d'Information Géographique du Niger (SIGNER):
Internet link:	www.intnet.ne/projet1.html
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	
Nom du système :	Haut Commissariat a l'Initiative 3 N
Internet link:	www.initiative3n.ne
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	
Nom du système :	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger (INRAN)
Internet link:	www.inran.refer.ne
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	10726
Nom du système :	Centre Africain pour les Applications de la Meteorologie a l'Initiative 3 N
Internet link:	www.acmad.net
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	12000
Nom du système :	OBSERVATOIRE DU BASSIN DU NIGER (OBN)
Internet link:	veille-environnementale.abn.ne/www.nba.ne
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	28445
Nom du système :	INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
Internet link:	www.ins.ne
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	
Nom du système :	INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL DU NIGER (IGNN)
Internet link:	www.ignn.ne
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	
Nom du système :	CENTRE REGIONAL AGRHYMET
Internet link:	www.agrhymet.ne
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	
Nom du système :	Centre d'Echange d'Information sur la Diversite Biologique
Internet link:	ne.chm-cbd.net
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	13619
Nom du système :	INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES CULTURES
Internet link:	www.icrisatsc.cgiar.org
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	
Nom du système :	
Internet link:	
Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:	

Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances

Nom du système :

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Nom du système :

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Nom du système :

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Nom du système :

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

CONS-O-10

Nombre de PAN/PASR/PAR révisés attestant que les facteurs déterminants de la DDTs et leurs interactions sont connus ainsi que l'interaction entre DDTs, changement climatique et biodiversité

Objectif général

Pourcentage de PAN/PASR/PAR révisés qui ont été soumis avec succès à une auto-évaluation qualitative.

≥ 70 %

2018

CONS-0-13

Nombre de pays, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant entrepris de renforcer leurs capacités de lutte contre la DDTS sur la base de l'Auto-évaluation nationale des capacités (AENC) ou d'autres méthodologies et instruments

Objectif général

Pourcentage des pays Parties affectés, des entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui mettent en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS

≥ 90 %

Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays met-il en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base de l'AENC ?

Oui Non

Votre pays met-il en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base d'autres méthodologies et instruments visant à évaluer les besoins nationaux en matière de renforcement des capacités ?

Oui Non

Fournissez toutes informations pertinentes relativement à la taille, la portée, l'efficacité et le statut des initiatives mises en place, ou d'autres informations complémentaires le cas échéant

Même s'il n'y a pas un programme spécialement dédié à la DDTS, le renforcement des capacités des acteurs dans ce domaine se fait à travers des projets/programmes de développement. Parmi ces projets et programmes on peut citer :

Le Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM) a appuyé la mise en place d'une plateforme multi-acteurs GDT dans la région de Maradi qui capitalise et diffuse les bonnes pratiques de Gestion Durable des Terres (GDT). Il a un plan de renforcement des Capacités en matière de GDT. Il a assuré la formation des formateurs sur l'agriculture de conservation au niveau des Champs Ecoles Paysans. Le Projet a mis en place également un centre de documentation et d'informations sur la GDT pour renforcer les capacités des acteurs des services déconcentrés de l'Etat et des OSC.

Le projet Co-Gestion des Ressources de l'Aïr et du Ténéré (COGERAT) a vulgarisé les bonnes pratiques de GRN et élaboré un programme D'Information, d'Education et de Communication (IEC) et éducation environnementale pour faciliter le développement et la mise en œuvre d'outils efficaces de gestion dans ses communes d'intervention.

Le COGERAT a fourni une session de formation à l'endroit des groupements féminins de quatre Communes (Tabélot, Timia, Arlit et Agadez) sur la lutte contre la désertification notamment l'utilisation des énergies de substitution au bois de feu (vulgarisation du charbon minérale).

La Direction Générale des Eaux et Forêts a élaboré une stratégie nationale de l'Agroforesterie et un guide du reboiseur vulgarisé par la deuxième phase du Programme d'Action Communautaire (PAC2) pour renforcer les capacités des agents forestiers actifs dans la lutte contre la DDTS.

Pour renforcer les capacités des agents des services déconcentrés de l'Etat, la Grande Muraille Verte (GMV) a aussi formé 114 personnes dans l'élaboration de dossiers de micro projets de lutte contre la dégradation des terres.

Le Projet de gestion du Bassin de Badaguichiri (PGBV/B) a formé 63 stagiaires des Commissions Foncières Communales (COFOCOM) à Badaguichiri, Tajaé et Bagaroua et des experts sur la Gestion Axée sur les Résultats, le code rural et sur le processus d'élaboration du Schéma d'Aménagement et de gestion des ressources des Bassins Versants.

Sources des informations

Direction Générale des Eaux et Forêts (DGEF)

Programme d'Action Communautaire Phase 2 (PAC2)

Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM)

Co-Gestion des Ressources de l'Aïr et du Ténéré (COGERAT)

Votre pays a-t-il évalué les besoins en matière de renforcement des capacités pour lutter contre la DDTS ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Votre pays a-t-il bénéficié d'une assistance technique et/ou financière afin de renforcer ses capacités dans le cadre de la lutte contre la DDTS ?	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, de la part de quelles institutions et quel type d'assistance a-t-il été fourni ?	Financière	Technique
Secrétariat de la CNULCD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mécanisme mondial	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonds pour l'environnement mondial	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Agences bilatérales	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres organisations multilatérales	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

CONS-O-14

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales dont les cadres d'investissement, établis conformément à la stratégie de financement intégrée (SFI) définie par le Mécanisme mondial (MM), ou conformément à d'autres SFI, sont conçus de manière à avoir un effet de levier sur les ressources nationales, bilatérales et multilatérales pour lutter contre la DDTS

Objectif général

Pourcentage de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui ont développé des cadres d'investissement intégrés (CII)

≥ 50 %

2014

Contribution nationale
à l'objectif général

Votre pays dispose-t-il d'un cadre d'investissement intégré ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. le CII est-il articulé autour du PAN, financement non-traditionnel et innovant ciblé par le CII, aperçu des progrès réalisés dans la mise en place du CII dans votre pays, assistance pour le développement ou la mise en place du CII reçue du MM ou d'autres partenaires de développement, etc.)

Cadre Stratégique d'Investissement du Niger en Gestion Durable des Terres (CSIN -GDT) élaboré avec le financement du PNUD et de la Banque Mondiale. Il a été validé en octobre 2010 et son adoption par le Gouvernement est en cours.

Une stratégie de mobilisation de financement pour la DDTS a été formulée en 2012 avec l'appui du MM/CNULCD. Cette stratégie prend en compte les financements innovants (collectivités, privés, mobilisation des fonds par les taxes et redevances)

Sources des
informations

- Ministère de l'Environnement de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (ME/SU/DD)

- Point Focal National de la CNULCD

- Point Focal GDT

CONS-O-16

Degré d'adéquation, d'à-propos et de prévisibilité des ressources financières mises à disposition par les pays Parties développés pour lutter contre la DDTs

Évaluation de l'aide bilatérale reçue pour la mise en œuvre de la Convention et de sa Stratégie au cours de la période de référence

Adéquation de l'aide bilatérale reçue	Adequate	<input type="checkbox"/>
	Plutôt adéquate	<input type="checkbox"/>
	Inadéquate	<input checked="" type="checkbox"/>
À-propos de l'aide bilatérale reçue	Appropriée	<input type="checkbox"/>
	Plutôt appropriée	<input type="checkbox"/>
	Inappropriée	<input checked="" type="checkbox"/>
Prévisibilité de l'aide bilatérale reçue	Prévisible	<input type="checkbox"/>
	Plutôt prévisible	<input type="checkbox"/>
	Imprévisible	<input checked="" type="checkbox"/>

Fournissez toute information complémentaire (par ex. information complémentaire concernant d'autres aspects que ceux mentionnés ci-dessus qui ont un impact sur la planification adéquate et la mise en œuvre efficace de la Convention dans votre pays, etc.)

Pays désertique, le Niger connaît, depuis plusieurs décennies, une dégradation accélérée des ressources naturelles amenuisant progressivement ses bases productives. Il perd annuellement près de 100.000 à 120.000 ha de terres (PAN-LCD/GRN, 2000) alors que les efforts de restauration ne dépassent guère 20.000 ha par an.

C'est pour pallier cette cause commune en Afrique que le Niger a adhéré, en 2007, à la plateforme internationale TerrAfrica, en vue de conforter les acquis qu'il a obtenus au prix d'un effort soutenu de plus de 40 ans, et de mettre en place une approche programmatique pour la Gestion Durable des Terres (GDT).

La feuille de route sur la GDT, convenue entre le Gouvernement du Niger et les partenaires de TerrAfrica, contient les principales étapes à suivre pour l'élaboration d'une vision nationale GDT. C'est pour travailler dans cette vision qu'un Cadre Stratégique d'Investissement pour le Niger en matière de Gestion Durable des Terres (CSIN-GDT) a été élaboré et validé.

Le CSIN-GDT est un outil de plaidoyer et un document de mobilisation des partenaires pour le financement des activités de la GDT. Ce cadre s'inscrit parfaitement dans les orientations contenues dans les documents principaux à caractère stratégique préparés par le Niger à savoir, la « Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive » (SDDCI NIGER 2035), le Plan de Développement Economique et Social (PDES 2012 - 2015), le Programme Intérimaire de Cadrage de l'Action Gouvernementale (PICAG 2011 - 2012) et l'initiative «3N» 2012-2015.

C'est pour mettre en œuvre les actions envisagées dans le CSIN-GDT que la présente étude d'investigation est réalisée en vue d'améliorer la mobilisation des financements dans la gestion durable des terres au Niger. Financée par le Mécanisme Mondial de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (MM-CNULCD), cette étude met en exergue les conditions de la mise en place d'un mécanisme commun de financement de la GDT au Niger.

Les sources de financement comprennent les sources internes (budget de l'Etat, Collectivités Territoriales et autres), les sources externes (aide au développement, crédit des Partenaires techniques et Financiers) et les sources innovatrices.

Au titre de la revue sur le financement de la GDT au Niger de 2008 à 2011, l'étude a abordé la situation du portefeuille des projets et programmes ayant trait ou incluant la GDT ainsi que le financement des autres acteurs. Sur la base des informations accumulées et traitées par l'équipe, les réalisations financières totales pour la GDT durant la période allant de l'année 2008 à l'année 2011 sont établies à 42,60 milliards de francs CFA sur une prévision de 68,39 milliards de francs CFA. L'analyse de l'exécution financière de la GDT fait ressortir un taux de réalisation de 62% sur la période 2008-2011 avec toutefois une évolution en dents de scie suivant les années. Ces réalisations financières se composent pour l'essentiel des investissements de l'Etat, à hauteur de 11,7 milliards de francs CFA (27,16%) d'une part, et de dépenses des PTF pour 31,03 milliards de francs CFA (72,84%) d'autre part.

Abordant la situation du financement acquis pendant la période 2012 à 2015, la revue a couvert l'essentiel des investissements en cours ou en instance de mobilisation dans les Ministères clés de la GDT. Les financements pris en compte par ces institutions concernent aussi bien leurs interventions directes que celles menées par les projets et programmes sous leurs tutelles ainsi que les subventions accordées à des structures autonomes ou à des tiers.

Sur le plan de la mobilisation du financement de la GDT, environ 121 milliards de FCFA sont acquis pour la période 2012 à 2015 contre 34,4 milliards de FCFA en 2010 lors de la validation du CSIN-GDT, soit un accroissement de plus de trois fois du montant initial. Selon les sources de financement, la GDT est financée, pour une grande majorité par les ressources extérieures notamment sur aides non remboursable et les emprunts. Ainsi, pour la période 2012 à 2015, les fonds extérieurs mobilisés s'établissent à 77 milliards de FCFA contre 44 milliards de FCFA pour l'Etat.

En termes d'analyse globale du financement programmé pour la période 2012 à 2015, il a été considéré pour base les cibles annuelles programmées dans le cadre de l'i3N et du PDES par les différents maîtres d'œuvre des programmes de GDT. Pour les quatre (4) années restantes de mise en œuvre du CSIN-GDT (2012 à 2015), la programmation budgétaire s'élèverait à environ 240,75 milliards de FCFA, soit une programmation annuelle de l'ordre de 60 milliards de FCFA. Pour la même période, le financement acquis s'élève à environ 121 milliards de FCFA avec un financement à rechercher de l'ordre de 119,75 milliards de FCFA.

A travers ses investigations, l'étude a recensé plusieurs opportunités dans le financement de la GDT au Niger : financements extérieurs, financements de l'Etat et les financements novateurs. Toutefois, l'absence de complémentarité entre les divers instruments de financement public et le financement des bailleurs de fonds rend difficile l'application intégrale de l'approche programme. Par contre, il est démontré que les financements novateurs ont une capacité nationale de mobilisation du financement pour la GDT de l'ordre de 40%.

De l'analyse de la situation actuelle et de la programmation 2012-2015 des financements et partant de la vision courte et simpliste de la vision de la GDT, l'étude a revu l'horizon temporel et a défini la vision de la stratégie de mobilisation des financements comme suit :

"A l'horizon 2024, la mobilisation d'investissements adéquats et durables à travers un partenariat dynamique entre les différents acteurs et institutions puisse approcher les 100%, pour contribuer de manière efficace à la restauration des terres dégradées et à une meilleure gestion des bases productives des écosystèmes et leurs ressources".

Cette vision de mobilisation intégrée des ressources pour la GDT montre à l'évidence que la simple multiplication des actions isolées et des interventions sectorielles ne suffit pas à renverser les différents processus de dégradation des terres au Niger. Il faut donc mettre en place un mécanisme de financement permanent et efficace. Pour ce faire, la mobilisation et la gestion des ressources pour la GDT doivent respecter certains principes et valeurs fondamentaux dont entre autres la nécessité d'une approche globale ; la nécessité d'avoir une vision à long terme ; la nécessité de l'implication et de la participation des populations ; le besoin de s'appuyer sur les acquis ; l'obligation de cohérence et de cohésion.

Dans ce cadre et en référence à la problématique énoncée par le document, trois (3) axes majeurs peuvent être dégagés par ordre de priorité dont la mise en oeuvre doit être complémentaire pour une meilleure synergie. Il s'agit de : (i) amélioration de la mobilisation des ressources internes et externes ; (ii) mise en place d'un système de garantie et d'assurance pour les bonnes pratiques ; (iii) promotion et développement de la micro finance pour la GDT et la lutte contre la DDTs.

Abordant les aspects liés aux conditions de réussite et risques, l'étude a conclu que, même si plusieurs conditions sont favorables actuellement, la mise en oeuvre du mécanisme de mobilisation des ressources financières en faveur de la GDT pourrait être confrontée à un certain nombre de contraintes et risques qui pourraient annihiler l'atteinte des résultats attendus. Enfin, pour que le document de CSIN-GDT soit un réel outil de plaidoyer, la présente stratégie de mobilisation des financements de la GDT doit être accompagnée par une stratégie de communication pour informer les différents acteurs sur les enjeux de la GDT.

Évaluation qualitative

Votre pays a-t-il bénéficié d'une assistance pour l'obtention de financements de la part de donateurs bilatéraux ?

Oui

Non

Dans l'affirmative, de la part de qui ?

Banque Mondiale

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Mécanisme Mondial de l'UNCCD

Secrétariat Exécutif de TerrAfrica

CONS-0-18

Montant des ressources financières et type de mesures d'incitation ayant facilité l'accès aux technologies par les pays Parties touchés

Objectifs généraux

Une croissance régulière des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies par les pays Parties touchés est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Une croissance régulière du nombre d'incitations économiques et politiques communiquées dans des rapports est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif : estimation du montant des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies

Année	Monnaie	Montant
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	USD - US Dollar	68248000
2013	USD - US Dollar	79664000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Votre pays a-t-il mis en place des mesures d'incitation économiques et politiques pour faciliter l'accès aux technologies ?

Oui

Non

Sources des informations

Ministère de l'Environnement de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (MESU/DD)
Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD)
Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (MPAT/DC)
Haut Commissariat à l'Initiative 3 N "les Nigériens Nourrissent les Nigériens" (HC3N)

Objectifs nationaux volontaires

Pourcentage d'augmentation des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies pour une année déterminée

%

Année

-48

2015

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. un bref aperçu des aspects spécifiques et de la nature du transfert de technologies dans votre pays, des aspects nécessitant un transfert de technologies accru, etc.)

La progression du financement alloué au transfert de technologie de 2012 à 2013 est de 15%. Par rapport aux projections de 2015, le montant du financement acquis va chuter de 48%. Il y a nécessité de palier l'insécurité alimentaire par la diffusion et de passer à la mise à l'échelle des bonnes pratiques de DDTs appropriées par les populations : Illustrations, la Régénération Naturelle assistée ; les techniques de récupération des terres et de lutte contre l'ensablement.

Identification

Code d'identification

Précisez le Code d'identification (CI), le numéro ou l'acronyme attribué à l'activité financée (si connus)

Projet no. PACRC no. P125669
Convention N° SCF-PPCR TF011426-NE du 09/02/2012 (Accord de don Banque Mondiale)
Convention N° SCF-PPCR TF011338-NE du 09/02/2012 (Accord de Prêt Banque Mondiale)

Désignation de l'activité financée

Précisez le nom ou le titre de l'activité, du projet, du programme, de l'organisation ou de l'initiative

Programme d'Action Communautaire pour la Résilience Climatique : Améliorer la résilience des populations et des systèmes de production au changement et à l'instabilité climatique dans les communes cibles. Les objectifs du projet seront réalisés à par la mise en œuvre de trois composantes séparées et complémentaires : (1) intégration de la résilience au climat et des connaissances climatiques dans les stratégies de développement et les politiques sectoriels aux niveaux national et local ; (2) intégration de la résilience au climat dans les systèmes agro-sylvo-pastoraux et les mesures de protection sociale des populations locales ; et (3) coordination de toutes les activités du projet, notamment les activités de suivi et d'évaluation et la coordination stratégique globale du Programme stratégique pour la résilience.

Le PAC/RC a financé des microprojets GDT à hauteur de 465 238 593 francs CFA soit environ 1 022 500 \$US.

Les interventions du projet se font dans les 8 régions du Niger et touchent 38 Communes sélectionnées sur la base de leurs vulnérabilités aux phénomènes des changements climatiques (sécheresses, inondation, etc)

Données de référence

Pays, sous-région et région bénéficiaires

Précisez le nom du/des pays, sous-région(s) ou région(s) où l'activité est ou sera mise en place. Inscrivez « Mondial » si l'activité est à l'échelle mondiale ou si elle n'a pas de frontières géographiques spécifiques

Catégorie	Emplacement
Country	Niger

Situation

Indiquez la situation de l'activité au moment de la soumission de ce formulaire

Convenue

Proposée

En cours

Achevée

Cofinancement

Source	Monnaie	Montant
- Don Fonds d'Investissement Climatique (FIC)	USD - US Dollar	35000000
- Prêt Fonds d'Investissement Climatique (FIC)	USD - US Dollar	28000000
- Etat du Niger	USD - US Dollar	544000
- Bénéficiaires	USD - US Dollar	2516000

Type de financement

Indiquez les instruments utilisés pour financer l'activité

- | | |
|--|-------------------------------------|
| Don | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Prêt (commercial) | <input type="checkbox"/> |
| Prêt (concessionnel) | <input type="checkbox"/> |
| Ouverture de crédit | <input type="checkbox"/> |
| Échange de créances/allègement de la dette | <input type="checkbox"/> |
| Financement commun | <input type="checkbox"/> |
| Appui sectoriel | <input type="checkbox"/> |
| Fonds souverain | <input type="checkbox"/> |
| Paiements pour Services Environnementaux (PSE) | <input type="checkbox"/> |
| Financement axé sur les résultats | <input type="checkbox"/> |
| Prise de participation | <input type="checkbox"/> |
| Capital-risque | <input type="checkbox"/> |
| Transferts de fonds | <input type="checkbox"/> |
| Produits dérivés | <input type="checkbox"/> |
| Placements mixtes | <input type="checkbox"/> |
| Investissements à impact | <input type="checkbox"/> |
| Microcrédit | <input type="checkbox"/> |
| Obligations | <input type="checkbox"/> |
| Assurance | <input type="checkbox"/> |
| Hypothèques/garanties | <input type="checkbox"/> |
| Garanties de marché | <input type="checkbox"/> |
| Autre | <input checked="" type="checkbox"/> |

Contribution de l'Etat et des bénéficiaires

Classification

Marqueurs de Rio

Attribuez le Marqueur de Rio pour la désertification approprié à l'activité financée (cochez seulement l'une des cases ci-dessous)

- | | | | | |
|--------|----------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| CNULCD | | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input checked="" type="checkbox"/> | 3 <input type="checkbox"/> |
| CCNUCC | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |
| CDB | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |

Code d'activité
pertinent (CAP)

Code d'activité Indiquez tous les CAP pouvant s'appliquer à l'activité financée

Gestion des connaissances

Recherche Campagnes d'information Plaidoyer/Intégration Comptabilisation du capital naturel Suivi de la dégradation des terres Présentation de rapports

Activités habilitantes

Renforcement des capacités Gouvernance et institutions Politiques, stratégies and réglementations Évaluation économique de l'utilisation/des modifications d'affectation des terres Incitations et mécanismes de marché Mobilisation des ressources Aide au développement

Prévention de la dégradation des terres

Adaptation au changement climatique Préservation des ressources naturelles Amélioration de la résilience des écosystèmes Gestion durable des terres et des ressources naturelles Production durable Consommation durable

Restauration et récupération

Boisement/reforestation pour la fixation du carbone Réhabilitation des écosystèmes Reconstruction/réhabilitation des infrastructures Restauration/récupération des terres Mesures d'urgence Opérations de délocalisation/de sauvetage/de secours Objectifs stratégiques
et opérationnels visés

Indiquez quel objectif stratégique et/ou opérationnel de la Stratégie est visé par l'activité financée

Objectif stratégique 1 : conditions de vie des populations touchées Objectif stratégique 2 : condition des écosystèmes touchés Objectif stratégique 3 : bénéfiques à l'échelle mondiale Objectif stratégique 4 : mobilisation des ressources et instauration de partenariats Objectif opérationnel 1 : plaidoyer, sensibilisation et éducation Objectif opérationnel 2 : cadre politique Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances Objectif opérationnel 4 : renforcement des capacités Objectif opérationnel 5 : financement et transfert de technologies

Add new 'Unified financial annex' full section

Identification

Code d'identification Précisez le Code d'identification (CI), le numéro ou l'acronyme attribué à l'activité financée (si connus)

PGBV/B/AFD Convention N° CNE 1115 01J du 27/03/2009

Désignation de l'activité financée

Précisez le nom ou le titre de l'activité, du projet, du programme, de l'organisation ou de l'initiative

PROJET D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU BASSIN VERSANT DE BADAGUICHIRI (PGBV/B) : contribution à la sécurisation et l'intensification des terres des vallées, restauration et aménagement des terres des plateaux et des pâturages, renforcement des capacités de gestion par les bénéficiaires de l'eau et de l'ensemble des ressources naturelles.

Données de référence : Activité à l'échelle d'une région du Niger notamment à Tahoua :

Cinq (5) communes directement concernées partageant le bassin versant :

- Commune rurale de Badaguichiri (département d'Illéla) ;
- Commune urbaine d'Illéla (département d'Illéla) ;
- Communes rurales de Tamaské et de Garhanga (département de Keita) ;
- Commune rurale d'Allakay (département de Bouza).

Deux (2) communes de cohérence départementale et géographique : la commune rurale de Tajaé (département d'Illéla) et la commune rurale de Bagaroua (département de Bagaroua).

Données de référence

Pays, sous-région et région bénéficiaires

Précisez le nom du/des pays, sous-région(s) ou région(s) où l'activité est ou sera mise en place. Inscrivez « Mondial » si l'activité est à l'échelle mondiale ou si elle n'a pas de frontières géographiques spécifiques

Catégorie	Emplacement
Country	Niger

Situation

Indiquez la situation de l'activité au moment de la soumission de ce formulaire

Convenue

Proposée

En cours

Achevée

Cofinancement

Source	Monnaie	Montant
- Agence Française de Développement (AFD)	USD - US Dollar	14432000
- Etat du Niger	USD - US Dollar	2624000
- Bénéficiaires	USD - US Dollar	262000

Type de financement

Indiquez les instruments utilisés pour financer l'activité

- | | |
|--|-------------------------------------|
| Don | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Prêt (commercial) | <input type="checkbox"/> |
| Prêt (concessionnel) | <input type="checkbox"/> |
| Ouverture de crédit | <input type="checkbox"/> |
| Échange de créances/allègement de la dette | <input type="checkbox"/> |
| Financement commun | <input type="checkbox"/> |
| Appui sectoriel | <input type="checkbox"/> |
| Fonds souverain | <input type="checkbox"/> |
| Paiements pour Services Environnementaux (PSE) | <input type="checkbox"/> |
| Financement axé sur les résultats | <input type="checkbox"/> |
| Prise de participation | <input type="checkbox"/> |
| Capital-risque | <input type="checkbox"/> |
| Transferts de fonds | <input type="checkbox"/> |
| Produits dérivés | <input type="checkbox"/> |
| Placements mixtes | <input type="checkbox"/> |
| Investissements à impact | <input type="checkbox"/> |
| Microcrédit | <input type="checkbox"/> |
| Obligations | <input type="checkbox"/> |
| Assurance | <input type="checkbox"/> |
| Hypothèques/garanties | <input type="checkbox"/> |
| Garanties de marché | <input type="checkbox"/> |
| Autre | <input checked="" type="checkbox"/> |

Contribution de l'Etat et des bénéficiaires

Classification

Marqueurs de Rio

Attribuez le Marqueur de Rio pour la désertification approprié à l'activité financée (cochez seulement l'une des cases ci-dessous)

- | | | | | |
|--------|----------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| CNULCD | | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input checked="" type="checkbox"/> | 3 <input type="checkbox"/> |
| CCNUCC | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |
| CDB | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |

Code d'activité
pertinent (CAP)

Code d'activité Indiquez tous les CAP pouvant s'appliquer à l'activité financée

Gestion des connaissances

- Recherche
- Campagnes d'information
- Plaidoyer/Intégration
- Comptabilisation du capital naturel
- Suivi de la dégradation des terres
- Présentation de rapports

Activités habilitantes

- Renforcement des capacités
- Gouvernance et institutions
- Politiques, stratégies and réglementations
- Évaluation économique de l'utilisation/des modifications d'affectation des terres
- Incitations et mécanismes de marché
- Mobilisation des ressources
- Aide au développement

Prévention de la dégradation des terres

- Adaptation au changement climatique
- Préservation des ressources naturelles
- Amélioration de la résilience des écosystèmes
- Gestion durable des terres et des ressources naturelles
- Production durable
- Consommation durable

Restauration et récupération

- Boisement/reforestation pour la fixation du carbone
- Réhabilitation des écosystèmes
- Reconstruction/réhabilitation des infrastructures
- Restauration/récupération des terres
- Mesures d'urgence
- Opérations de délocalisation/de sauvetage/de secours

Objectifs stratégiques
et opérationnels visés

Indiquez quel objectif stratégique et/ou opérationnel de la Stratégie est visé par l'activité financée

- Objectif stratégique 1 : conditions de vie des populations touchées
- Objectif stratégique 2 : condition des écosystèmes touchés
- Objectif stratégique 3 : bénéfiques à l'échelle mondiale
- Objectif stratégique 4 : mobilisation des ressources et instauration de partenariats
- Objectif opérationnel 1 : plaidoyer, sensibilisation et éducation
- Objectif opérationnel 2 : cadre politique
- Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances
- Objectif opérationnel 4 : renforcement des capacités
- Objectif opérationnel 5 : financement et transfert de technologies

Add new 'Unified financial annex' full section

Identification

Code d'identification Précisez le Code d'identification (CI), le numéro ou l'acronyme attribué à l'activité financée (si connus)

Projet ABC N 00072003

Désignation de l'activité financée Précisez le nom ou le titre de l'activité, du projet, du programme, de l'organisation ou de l'initiative

Projet Adaptation à Base Communautaire (ABC)

Données de référence

Pays, sous-région et région bénéficiaires Précisez le nom du/des pays, sous-région(s) ou région(s) où l'activité est ou sera mise en place. Inscrivez « Mondial » si l'activité est à l'échelle mondiale ou si elle n'a pas de frontières géographiques spécifiques

Catégorie	Emplacement
Country	Niger

Situation

Indiquez la situation de l'activité au moment de la soumission de ce formulaire

Convenue

Proposée

En cours

Achevée

Cofinancement

Source	Monnaie	Montant
Fonds de l'Environnement Mondial (FEM)	USD - US Dollar	3500000
PNUD	USD - US Dollar	200000
CNEDD	USD - US Dollar	200000
Autres Partenaire et Etat	USD - US Dollar	10950000

Type de financement

Indiquez les instruments utilisés pour financer l'activité

- | | |
|--|-------------------------------------|
| Don | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Prêt (commercial) | <input type="checkbox"/> |
| Prêt (concessionnel) | <input type="checkbox"/> |
| Ouverture de crédit | <input type="checkbox"/> |
| Échange de créances/allégement de la dette | <input type="checkbox"/> |
| Financement commun | <input type="checkbox"/> |
| Appui sectoriel | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Fonds souverain | <input type="checkbox"/> |
| Paiements pour Services Environnementaux (PSE) | <input type="checkbox"/> |
| Financement axé sur les résultats | <input type="checkbox"/> |
| Prise de participation | <input type="checkbox"/> |
| Capital-risque | <input type="checkbox"/> |
| Transferts de fonds | <input type="checkbox"/> |
| Produits dérivés | <input type="checkbox"/> |
| Placements mixtes | <input type="checkbox"/> |
| Investissements à impact | <input type="checkbox"/> |
| Microcrédit | <input type="checkbox"/> |
| Obligations | <input type="checkbox"/> |
| Assurance | <input type="checkbox"/> |
| Hypothèques/garanties | <input type="checkbox"/> |
| Garanties de marché | <input type="checkbox"/> |
| Autre | <input checked="" type="checkbox"/> |

Contribution de l'Etat

Classification

Marqueurs de Rio

Attribuez le Marqueur de Rio pour la désertification approprié à l'activité financée (cochez seulement l'une des cases ci-dessous)

- | | | | | |
|--------|----------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| CNULCD | | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input type="checkbox"/> |
| CCNUCC | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| CDB | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |

Code d'activité
pertinent (CAP)

Code d'activité Indiquez tous les CAP pouvant s'appliquer à l'activité financée

Gestion des connaissances

Recherche Campagnes d'information Plaidoyer/Intégration Comptabilisation du capital naturel Suivi de la dégradation des terres Présentation de rapports

Activités habilitantes

Renforcement des capacités Gouvernance et institutions Politiques, stratégies and réglementations Évaluation économique de l'utilisation/des modifications d'affectation des terres Incitations et mécanismes de marché Mobilisation des ressources Aide au développement

Prévention de la dégradation des terres

Adaptation au changement climatique Préservation des ressources naturelles Amélioration de la résilience des écosystèmes Gestion durable des terres et des ressources naturelles Production durable Consommation durable

Restauration et récupération

Boisement/reforestation pour la fixation du carbone Réhabilitation des écosystèmes Reconstruction/réhabilitation des infrastructures Restauration/récupération des terres Mesures d'urgence Opérations de délocalisation/de sauvetage/de secours Objectifs stratégiques
et opérationnels visés

Indiquez quel objectif stratégique et/ou opérationnel de la Stratégie est visé par l'activité financée

Objectif stratégique 1 : conditions de vie des populations touchées Objectif stratégique 2 : condition des écosystèmes touchés Objectif stratégique 3 : bénéfiques à l'échelle mondiale Objectif stratégique 4 : mobilisation des ressources et instauration de partenariats Objectif opérationnel 1 : plaidoyer, sensibilisation et éducation Objectif opérationnel 2 : cadre politique Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances Objectif opérationnel 4 : renforcement des capacités Objectif opérationnel 5 : financement et transfert de technologies

Add new 'Unified financial annex' full section

Problèmes liés à la procédure de rapport

Ressources financières

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de ressources financières pour respecter les obligations de rapport de la CNULCD ? Oui Non

Veillez fournir une estimation du montant investi sur le budget national de votre pays au cours du présent processus de rapports de la CNULCD

Année	Monnaie	Montant
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	XOF - CFA Franc BCEAO	2640000
2013	XOF - CFA Franc BCEAO	3433000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Ressources humaines

Veillez fournir une estimation du nombre de personnes de votre pays impliquées dans le processus de rapports de la CNULCD, et du nombre total de mois consacrés par ces personnes à ce processus

Année	Nombre de personnes	Nombre de mois
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	56	3
2013	56	4
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Connaissances

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de connaissances techniques et scientifiques pour satisfaire aux obligations de rapport de la CNULCD ? Oui Non

Coordination

La coordination à l'échelle nationale avec les ministères d'exécution compétents a-t-elle été satisfaisante pour présenter des rapports de manière complète et cohérente ? Oui Non

Participation et consultation

Une approche participative ou consultative a-t-elle été mise en place pour impliquer toutes les parties prenantes à la procédure de rapport ? Oui Non

Validation

Une réunion de validation a-t-elle été organisée dans le cadre de la procédure de rapport ? Oui Non

Processus sous-régionaux et régionaux

Votre pays a-t-il coopéré avec les entités chargées de la préparation des rapports sur le programme d'action sous-régional et régional ? Oui Non

Adaptation des demandes spécifiques des décisions de la Conférence des Parties

Rapport sur certaines demandes spécifiques à la COP : processus itératif relatif aux indicateurs

Ne cochez les cases que si vous avez rencontré des problèmes lors de la présentation de rapports sur un ou plusieurs indicateurs de performance. En le faisant, cochez la case du ou des critère(s) e-SMART correspondant au problème rencontré.

	Économique	Spécifique	Mesurable	Réalizable	Pertinent	Limité dans le temps
CONS-0-1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
CONS-0-3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
CONS-0-4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
CONS-0-5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
CONS-0-7	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-8	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-13	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-14	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-16	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-18	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Autres problèmes nationaux

Votre pays est-il confronté à tout autre problème spécifique à porter à l'attention de la Conférence des Parties ?

Oui Non

Submission form

Nom de l'agent chargé du rapport	Madame Boubacar Zalia Yacouba
Date de soumission	11 Juillet 2014
S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation	zalia.boubacar@yahoo.fr
Nom de l'ordonnateur	Dr Kamayé Maâzou
Date d'autorisation	Avril 2014
S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation	kamayemaazou@yahoo.fr